



L'Association "Villes & Villages en Campagne" a pour objet d'agir dans le département de l'Yonne et plus spécifiquement sur les communautés de communes du jovinien et de l'aillantais ainsi que sur les 12 communes composant le canton de Villeneuve-sur-Yonne. Son objet est de favoriser toutes actions culturelles, économiques ou environnementales permettant de valoriser, préserver et sauvegarder le terroir, son caractère rural, son patrimoine, ses espaces et ressources naturels, son paysage, sa qualité et son cadre de vie.

Contact :

villagesencampagne@gmail.com

site : <https://www.facebook.com/VillagesencampagneBeon/>

Villes & Villages en Campagne

Point de vue de l'Association Présentation du contexte

Notre association s'oppose aux projets qui s'avèreraient incompatibles notamment avec les sites remarquables, paysages, monuments, équilibres biologiques, faune, flore, santé et sécurité des habitations, sécurité et salubrité publique, et tout autre trouble anormal y compris de voisinage, lutte, y compris par toute action en justice, contre les projets d'installations industrielles négligeant les intérêts de la nature, de l'environnement, des habitants, du patrimoine paysager et bâti, d'apports de nuisances, de dépréciation immobilière, notamment contre les usines d'aérogénérateurs dites « parcs éoliens », l'association met en œuvre, à la diligence de ses organes responsables, tous moyens licites appropriés à son objet et de manière générale tout objet concourant aux buts de l'association .

Nous considérons comme impératif de témoigner de notre expérience accumulée au cours de ces dernières années.

Notre situation nous rend particulièrement sensibles et vigilants sur la réalisation de vrais objectifs de décarbonation, ou des errances de la politique nationale.

Par exemple :

Pourquoi le document PPE prend t'il pour base le chiffre de la production nucléaire de 2022, particulièrement faible ?

Extrêmement décarboné notre parc nucléaire historique fait partie de notre présent ! 6 grs Co2/KWh. D'après son PDG, Luc Rémont, les prévisions de production 2024 seraient de 340 à 360 TWh, très nettement au-dessus des prévisions PPE.

Si la réduction des émissions de CO₂ est l'un des objectifs principaux de la transition énergétique, alors il convient de soutenir de manière prioritaire les solutions les plus efficaces et pilotables ayant le moindre impact sur notre environnement.

PRODUIRE DECARBONE INTELLIGEMENT

Produire efficacement tout en maintenant la capacité des ménages et entreprises à accéder à l'énergie ?

[Le consommateur a une exigence : l'électricité doit être disponible à toute heure.](#)

De 2007 à mi-2024, le prix de l'électricité pour les ménages français a augmenté selon Eurostat de 11, 2 cts d'euros à 27,76 cts d'euros par kWh, soit une multiplication par 2,5, bien supérieure à l'inflation (32% sur la même période, soit un coefficient multiplicateur de 1,32).

De 2014 à 2024 c'est un coefficient de 2 !

Ces augmentations coïncident avec la part de plus en plus importante des installations intermittentes. Leur modèle économique imposé à l'électricien national, en voulant favoriser des projets creuse le déficit d'EDF. L'obligation d'achat du MWh éolien se situe régulièrement vers 87 e h.t., pour une obligation de revente entre 43 et 53 e le MWh.

Le mécanisme de l'ARENTH impacte également considérablement les conditions de régulation de nos tarifs.

Le Mix énergétique pour avoir des espérances d'efficacité, doit multiplier les capacités de productions.

La priorisation d'achat de ces productions instables par EDF a des effets étonnants sur les variations de tarifs. **Ceux-ci peuvent devenir, sont parfois, négatifs sur les marchés européens !**

En dehors du renouvelable, où rencontre t'on des investissements industriels amortis en 5 ans, durée moyenne pour les projets éoliens.

Par exemple la sur-« subventionnisation » abusive permet ainsi à un petit projet de 5 machines (25 millions d'euros) un profit net 100 millions d'euros !

En 2019 lors du « colloque National Eolien », la Députée Rapporteur de l'Enquête Parlementaire,

madame Millefert (LREM) s'inquiétait déjà de la probable colère des consommateurs lorsqu'ils découvriront les errements financiers, les abus pratiqués pour les promoteurs des énergies renouvelables intermittentes. « ...le jour où les gens vont vraiment comprendre que cette transition énergétique ne sert pas la transition écologique vous aurez une réaction de rejet de ces politiques en disant vous avez menti" »

PRODUIRE DECARBONE SANS DETUIRE LE VIVANT OU décarboner nos consommations

[La meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas, cela pourrait aussi être « que l'on ne produit pas » puisque consommation et production doivent s'équilibrer impérativement.](#)

Toute transformation d'énergie a des impacts sur l'environnement.

Lors d'un récent exposé par un naturaliste, spécialiste de la zone Natura 2000 de l'Isle-sur-Serein (89), signalait une diminution alarmante du nombre des chauves-souris en général, et une nette diminution de fréquentation à proximité des parcs solaires.

L'explication est simple : la biodiversité alimentaire disponible auprès des panneaux photovoltaïques ne supporte pas les températures extrêmes (80°) en surface de ces mêmes panneaux en été.

En ce qui concerne la proximité récurrente des éoliennes des rebords boisés des forêts, là aussi en détruisant les mêmes populations de chauves-souris par barotraumatismes, celles-ci ne remplissent plus leur rôle de « protectrices » des racines souches des arbres en lisières.

Pourtant ce sont elles qui détruisaient les insectes colonisateurs, destructeurs des ancrages de la grande végétation.

Pour nous « produire intermittent » en zone naturelle est une grande erreur :

Erreur de positionnement dans l'espace car destructeur de la biodiversité, ce qui serait à priori moindre en zone artificialisée ;

Erreur de choix énergétique à cause de l'intermittence ;

Erreur purement « physique » puisque le transport des électrons subit des pertes très importantes lors des déplacements et transformations de voltages et fréquences (-30%) ;

Il semble qu'en Belgique par exemple, les éoliennes sont installées au cœur des zones de consommations.

Comparaison n'est pas raison, mais les 10 à 12 millions de MWh de l'EPR de Flamanville, feront plus pour l'environnement que 1.000 éoliennes grosses consommatrices d'espace.

Nous avons réalisé de 2 à 6 tranches nucléaires par an dans les années 1970 pour sortir des insuffisances de productions, réalisons les 14 EPR projetés et nous aurons 140 millions de MWh décarbonés pour soutenir notre mutation vers quelque chose de plus étique

Les idéologies sont mauvaises conseillères.

La mobilité collective

est un enjeu majeur de la décarbonation, réduction de nos consommations.

C'est un des vecteurs qui devrait faire consensus collectif. Dans les grandes métropoles, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux etc... la question des transports en commun ne se pose pas, ce qui n'est pas le cas en zone rurale.

Nous voyons à ce sujet un gisement considérable d'amélioration de notre production de CO2.

L'élévation du niveau de vie des générations « d'après-guerre » a conduit à la disparition d'une infinité de réseaux de transports de personnes et de marchandises par le rail ou pas les bus.

Actuellement les pouvoirs publics locaux ne voient pas toujours la pertinence des gains financiers à organiser le renouveau des transports en commun.

Pourtant des villes de moyenne importance organisent déjà des circuits de navettes gratuites comme à Auxerre dans l'Yonne.

Au contraire de grands centres comme Lyon, Le Mans, Porto-Vecchio, Embrun, Colmar etc... la liste est longue.

La décarbonation des transports si elle est bien structurée, devrait permettre une amélioration notable du niveau de vie des « ruraux ».

En euros constants le prix des carburants est en régression-diminution !

Cela ne va pas dans le sens d'une moindre utilisation.

L'évolution actuelle du regroupement des emplois en zone urbaine, au plus près des espaces de consommations, pénalise les populations rurales en induisant des sources de dépenses supplémentaires pour aller vers l'emploi, l'éducation (écoles) ou les commerces.

C'est même une source d'appauvrissement.

En moins de quinze années, les petites écoles de villages ont disparu, si les parents et élèves sont toujours au village, il est plus rationnel pour eux de s'organiser autour des lieux d'emplois des adultes. Ceci alors même que nos petites villes subissent, au même titre que les villages, la baisse de la démographie. Ainsi des villes ayant perdu leurs élèves « aspirent » ceux des petites écoles environnantes.

Ceci à priori va à l'encontre du modèle pourtant encouragé par les pouvoirs publics d'organisations locales.

Nos « marchés de village » sont des « contres » organisations centralisées.

Aussi nous proposons qu'une véritable volonté politique d'organisation des transports partagés voit le jour. Cela aura pour effet une nette diminution de nos consommations d'énergies liés aux transports et une amélioration de la qualité de vie rurale.

Problème majeur de méthodologie

Maintenant on peut raisonnablement s'interroger sur la fiabilité et la pertinence des modèles et des prévisions de la nouvelle PPE. La France réaffirme ainsi son ambition de réduire à un rythme sans précédent sa consommation d'énergies fossiles d'ici à 2030. En l'espace de seulement cinq ans et à en croire la PPE, la part des fossiles tombera dans sa consommation finale d'énergie à 42 % en 2030 contre 60 % en 2022. Il faudra en vendre des véhicules électriques et des pompes à chaleur pour réaliser un tel tour de magie en si peu de temps...

La France a pour objectif déclaré que les deux tiers des ventes de voitures neuves soient 100 % électriques d'ici à 2030 contre 15 % aujourd'hui... Cela permettrait d'avoir 15 % de voitures électriques dans le parc roulant du pays d'ici à la fin de la décennie contre 2,2 %... début 2024. Ce qui n'est pas explicité, parce que personne ne le peut, est comment soudain les consommateurs vont se ruier sur les véhicules électriques que les constructeurs ont le plus grand mal à commercialiser.

Ce passage massif et soudain à la motorisation électrique est évidemment une des conditions nécessaires pour réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'ici 2030. Mais cette ambition irréaliste illustre le défaut majeur de méthodologie derrière le PPE et la SNBC. Les modèles sont construits avant tout en fonction d'objectifs purement politiques très éloignés des réalités. Ils ne sont pas définis à partir des moyens financiers, économiques, industriels, technologiques et humains que le pays peut mobiliser pour les atteindre. Cela rappelle presque les grands moments de la planification soviétique, le fameux Gosplan, et ses chiffres fantaisistes totalement déconnectés du réel. En l'occurrence, la PPE et la SNBC s'apparentent à un exercice de pure forme qui répondait avant tout à un objectif de communication politique une semaine avant la tenue de la COP 29 du 11 au 22 novembre à Bakou en Azerbaïdjan. (Source Transitions & Energies #23)

Conclusion

Pour les zones rurales une PPE organisée en vue de la réduction, des consommations, intelligemment organisée, pourrait être une chance, mais tout ceci ne

peut pas se faire au prix de la destruction irréversible de la biodiversité, de notre environnement.

La 6^{ème} extinction de masse a commencé selon, Elizabeth Kolbert auteure de *La Sixième Extinction* qui a remporté le Prix Pulitzer :

"Nous avons autant d'occasions de changer la planète dans le bon sens que d'occasions de la détruire".

La 6^{ème} extinction de masse c'est la perte de la biodiversité due aux activités humaines et seuls les êtres humains peuvent changer le cours des choses.

Ce n'est pas avec des idéologies imposées que nous allons traduire cela en PPE idéale.